REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

AUDIENCE PUBLIQUE DE REFERE DU 25 MAI 2023

Le Tribunal de Commerce de Niamey en son audience publique de référé du vingt-cinq mai deux mil vingt-trois, tenue par Monsieur **RABIOU ADAMOU**, Président du Tribunal; **Président**, avec l'assistance de Maître **Ramata RIBA**, **Greffière** a rendu l'ordonnance dont la teneur suit :

ENTRE

SOCIETE DOTCHO SARL, ayant son siège social à Niamey, quartier Banizoumbou, Bd de l'indépendance, BP 1157 Niamey, RCCM NI-NIA-2007-B-2648, assisté de la SCPA MANDELA, Avocats associés, 468, Avenue des zarmakoy, quartier plateau, Niamey, BP 12 040, Tél : 20 75 50 91/20 75 55 83, au siège de laquelle domicile est élu pour la présente et ses suites ;

DEMANDERESSE D'UNE PART

ET

BOUHARI MAMANE opérateur économique de nationalité nigérienne, demeurant à Niamey, tél : 96 28 77 33, assisté de la SCP LAWCONSULT, Avocats associés, quartier BOBIEL, Bd SOS/vie, couloir de la pharmacie BOBIEL, siège de laquelle domicile est élu pour la présente et ses suites ;

DEFENDEUR

D'AUTRE PART

I.FAITS, PROCEDURE, PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES

Par acte en date du 23 mars 2023, la société DOTCHO SARL donnait assignation à monsieur Bouhari Mamane et à la Banque Islamique du Niger à comparaître devant la juridiction présidentielle de céans aux fins de :

Prononcer la nullité de la saisie-conservatoire du 27 février 2023 pratiquée sur les comptes bancaires de DOTCHO SARL sis à la banque BIN SA;

- Ordonner la mainlevée immédiate de cette saisie sous astreinte de 100.000 par jour de retard ;
- Dire et juger que ladite saisie est abusive ;
- En conséquence, condamner BOUHARI Mamane au paiement de la somme de 35.000.609 FCFA à la société DOTCHO SARL à titre de dommages et intérêts ;
- Ordonner l'exécution provisoire sur minute de la décision à intervenir;

**ORDONNANCE
DE REFERE N°
060 du 25/05/2023**

CONTRADICTOIRE

AFFAIRE :

SOCIETE DOTCHO SA

C/

**BOUHARI
MAMANE**

- Condamner BOUHARI Mamane aux dépens ;

Elle expose au soutien de ses prétentions qu'un jugement N°132/22 du 24 août 2022 a été rendu entre les parties et a condamné la société DOTCHO SARL au paiement d'une somme totale d'environ 40.000.000 à BOUHARI Mamane ;

Le 21 septembre 2022, un pourvoi en cassation ainsi qu'un sursis à exécution ont été formés par DOTCHO devant la cour de cassation ;

Elle indique qu'en dépit de ces recours suspensifs d'exécution, BOUHARI a cru devoir pratiquer saisie-conservatoire convertie en saisie-attribution de créances sur les comptes bancaires de la SOCIETE DOTCHO SARL le 20 septembre 2022 ;

Par décision de la Cour d'appel du 15 février 2023, la nullité de cette saisie du 20 septembre 2022 a été prononcée aux motifs que le pourvoi formé contre le jugement N°132/22 est suspensif ;

Elle poursuit que sans désespérer, dès le 27 février 2023, BOUHARI Mamane revient à la charge en procédant à une nouvelle saisie alors même que l'effet suspensif du pourvoi en cassation perdure à ce jour ;

La requérante estime que cette saisie est pratiquée en violation des articles 588 et suivants du code de procédure civile et des articles 49 et suivants de la Loi organique n°2013-03 du 23 janvier 2013 sur la cour de cassation ;

Selon elle, la saisie conservatoire a été pratiquée sans autorisation en violation de l'article 54 de l'AUPSR/VE, dès lors, ladite saisie est nulle et de nul effet ;

En réplique, BOUHARI Mamane soutient que le pourvoi et le recours en sursis ne produisent leurs effets que contre les procédures d'exécution forcée initiées postérieurement ;

Il fait observer qu'en l'espèce, la saisie contestée est une saisie conservatoire qui a pour seul effet de rendre indisponibles les biens saisis afin d'éviter que le débiteur n'organise son insolvabilité ;

Selon lui, cette mesure n'importe en rien en exécution forcée qui pourrait être paralysée par les recours invoqués par la requérante ;

Sur la nullité tirée du défaut d'autorisation suivant l'article 54 de l'AUPSR/VE, il fait remarquer que l'article 55 du même acte uniforme nuance qu'« Une autorisation préalable de la juridiction compétente n'est pas nécessaire lorsque le créancier se prévaut d'un titre exécutoire.

Il en est de même en cas de défaut de paiement, dûment établi, d'une lettre de change acceptée, d'un billet à ordre, d'un chèque, ou d'un loyer impayé après commandement dès lors que celui-ci

est dû en vertu d'un contrat de bail d'immeuble écrit».

Le jugement en vertu duquel, la saisie contestée a été pratiquée est d'une part, un titre exécutoire au sens de l'article 33 de l'AU/PSR/VE , assorti de l'exécution provisoire qui d'ailleurs est de droit aux termes de l'article 51 alinéa 1er de la loi n° 2019-01 du 30 avril 2019 fixant la composition, l'organisation, la compétence et la procédure à suivre devant les tribunaux de commerce et les chambres commerciales spécialisées en République du Niger

D'autre part, ledit jugement est revêtu de la formule exécutoire après avoir été préalablement enregistré aux impôts ;

Le défendeur indique qu'à ce jour, il n'existe aucune décision de justice qui a annulé la grosse du jugement commercial n°132/2022 du 24 août 2022 ;

Selon lui, l'exercice d'un recours n'est pas synonyme d'une décision et que seule une décision de justice peut ôter le caractère exécutoire d'un acte ou d'un titre ;

Il poursuit que dans le cadre de la présente espèce, la société DOTCHO SARL ne produit pas une décision ayant au moins prononcé le sursis contre la grosse du jugement commercial n°132/2022 du 24 août 2022 ;

Il conclut que dans ces conditions, on ne saurait valablement lui opposer le défaut d'autorisation à la saisie du 27 février 2023 ;

En application du droit et de la jurisprudence communautaire, il sollicite du juge de l'exécution saisi de déclarer conséquemment bonne et valable la saisie conservatoire de créances du 27 février 2023 ;

Reconventionnellement, il sollicite la condamnation de DOTCHO SARL à lui payer la somme de 15.000.000 FCFA en réparation du préjudice subi suite aux moults procédures initiées par DOTCHO pour refuser de s'exécuter alors que la nature commerciale de la créance de Monsieur BOUHARI n'est point discutée ;

II- DISCUSSION

EN LA FORME

La requête de la société DOTCHO SARL a été introduite dans les conditions prévues par la loi, elle est donc recevable ;

AU FOND

De la nullité de la saisie pratiquée tirée de l'effet suspensif du pourvoi en cassation et du recours aux fins de sursis à exécution

La requérante demande au juge de l'exécution de déclarer nulle la saisie conservatoire de créance pratiquée le 27 février 2023 en ce qu'elle s'est pourvue en cassation contre

le jugement commercial n°132/0222 du 24 août 2022 et qu'elle a introduit une requête aux fins de sursis à exécution contre la même décision;

Aux termes de l'article 49 de la loi organique 2013 sur la Cour de cassation : « Le pourvoi n'est suspensif que dans les cas suivants :

5. lorsque le quantum de la condamnation est supérieur à vingt-cinq millions (25.000.000) de francs CFA.»;

En l'espèce, le quantum de la condamnation excède les 25.000.000 F CFA; de ce fait, le pourvoi formé par DOTCHO SARL le 21 septembre 2023 est suspensif d'exécution.

Dès lors, BOUHARI est mal fondé à reprendre une nouvelle saisie alors même que le pourvoi en cassation suspensif est pendant devant ladite Cour.

Qu'il ya lieu de prononcer la nullité de la nouvelle saisie pratiquée le 27 février 2023 ;

En outre, l'article 592 du code de procédure civile dispose que : « La signification aux parties adverses de la requête aux fins de sursis à exécution avec constitution de garantie, suspend l'exécution de la décision attaquée jusqu'à ce qu'il ait été statué sur ladite requête. »

Il ressort de cet article que dès signification de la requête aux fins de sursis à exécution, aucune mesure d'exécution ne peut être faite.

En l'espèce, la Société DOTCHO a introduit une requête aux fins de sursis à exécution du jugement N°132/2022 devant la Cour de cassation depuis le 21 septembre 2022 et cette instance y est encore pendante.

Il échet dès lors, d'annuler cette nouvelle saisie du 27 février 2023.

De la nullité de la saisie opérée le 27 février 2023 pour défaut d'autorisation

Pour demander la nullité de la saisie conservatoire du 27 février 2023, la société Dotcho sarl fait grief au concluant de ne pas disposer d'une autorisation pour saisir.

Aux termes de l'article 54 alinéa 1 de l'AUPSRVE, « Toute personne dont la créance paraît fondée en son principe peut, par requête, solliciter de la juridiction compétente du domicile ou du lieu où demeure le débiteur, l'autorisation de pratiquer une mesure conservatoire sur tous les biens mobiliers corporels ou incorporels de son débiteur, sans commandement préalable, si elle justifie de circonstances de nature à en menacer le recouvrement ... ».

En l'espèce, il a été démontré ci-dessus que le jugement N°132/22 visé par le défendeur a été suspendu et ne vaut plus titre exécutoire.

Pour pratiquer saisie conservatoire, BOUHARI Mamane se devait donc d'obtenir une autorisation, auprès de la juridiction compétente tel que le prescrit par l'article 54 susvisé.

Or, en l'espèce, l'analyse des pièces du dossier révèle que la saisie conservatoire a été pratiquée sans autorisation : dès lors, ladite saisie est nulle et de nul effet.

Il échet de prononcer la nullité de cette saisie pour défaut d'autorisation, en violation de l'article 54 de l'acte uniforme précité.

Du défaut de titre

La saisie du 27 février 2023 a été pratiquée sur le fondement du jugement N° 132 / 22 du 24 août 2022.

Ce jugement a perdu toute force exécutoire en vertu des articles 588 et suivants du code de procédure civile et de l'article 49 et suivants de la loi sur la Cour de cassation au Niger.

Dès lors, BOUHARI ne dispose pas de titre exécutoire tant que les instances devant la cour de cassation n'ont pas été purgées.

Il s'ensuit que la saisie-conservatoire du 27 février 2023 est nulle et de nul effet et qu'il convient d'en ordonner mainlevée.

Sur l'abus de droit et la demande reconventionnelle en condamnation au paiement

La société DOTCHO expose que BOUHARI qui avait pratiqué une précédente saisie a été débouté par la Cour d'appel par arrêt du 15 février 2023 précisant que le titre exécutoire invoqué par BOUHARI est suspendu.

Elle fait valoir qu'alors même que BOUHARI n'a exercé aucun recours contre cet arrêt, cristallisant ainsi son acquiescement à la décision de la Cour, ce dernier a cru devoir réitérer une nouvelle saisie sur le fondement de ce même titre qu'il sait déjà privé d'effet.

Selon elle, cette nouvelle saisie est tout à fait malicieuse car s'analysant en une voie de fait ; qu'il y a lieu de constater le caractère malicieux et abusif de la présente action;

C'est pourquoi, elle sollicite de le condamner à réparer la faute ainsi commise à son égard à hauteur de 35.000.609 FCFA, montant dont la société DOTCHO a été privée depuis la date de la saisie conformément à l'article 15 du code de procédure civile;

L'article 15 du code de procédure civile dispose que : « L'action malicieuse, vexatoire, dilatoire, ou qui n'est pas/ondée sur des moyens sérieux, constitue une faute ouvrant droit à réparation » ;

Il ya lieu de relever cependant que la société DOTCHO n'établit ni la réalité du préjudice allégué faute de justification, ni son lien de causalité avec l'éventuelle faute résultant de l'abus de droit reprochée à BOUHARI Mamane.

Il échet dans ces conditions de débouter la société DOTCHO de sa demande en réparation comme étant mal fondée.

PAR CES MOTIFS

Le juge de l'exécution

Statuant publiquement, contradictoirement et en 1^{er} ressort ;

En la forme

- Reçoit la société DOTCHO SARL en son action régulière en la forme ;

Au fond

- Prononce la nullité de la saisie-conservatoire du 27 février 2023 pratiquée sur les comptes bancaires de DOTCHO SARL sis à la banque BIN SA;
- Ordonne la mainlevée immédiate de cette saisie ;
- Déboute la requérante de ses autres demandes ;
- Ordonne l'exécution provisoire sur minute de la présente ordonnance;
- Condamne BOUHARI Mamane aux dépens ;

Notifie aux parties qu'elles disposent de quinze (15) jours à compter du prononcé de la présente ordonnance pour interjeter appel par dépôt d'acte au greffe du Tribunal de céans.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jours, mois et an que dessus.

Et ont signé.

LE PRESIDENT

LE GREFFIER